

EN GUISE DE CONCLUSION

Islam, immigration et intégration européenne

Catherine WIHTOL de WENDEN

Les événements du 11 Septembre 2001 ont à nouveau posé la question du soubassement de l'islamisme radical en terre étrangère et des bases arrières sur lequel celui-ci s'est appuyé dans les pays européens, Allemagne et Royaume-Uni notamment, pour accomplir ses actes terroristes.

Derrière l'image fallacieuse et tronquée de l'Islam d'Europe fournie par cet Islam-là, se cache la réalité sociologique d'un Islam populaire qui s'est implanté solidement dans les pays européens avec la sédentarisation de l'immigration. Sur les quelques quinze millions d'étrangers non communautaires installés en Europe, les Musulmans ont une large place. Deux grands groupes émergent : les Maghrébins – où les Marocains sont majoritaires et présents dans plusieurs pays européens – et les Turcs, qui eux aussi sont installés dans plusieurs pays européens en disputant aux Marocains leur désir de représentativité à travers des réseaux transnationaux. On pourrait presque les considérer comme deux diasporas, à la différence des Algériens et des Tunisiens qui se concentrent surtout en France, des ex-Yougoslaves implantés essentiellement en Allemagne, des Indos-Pakistanaïes dont le Royaume-Uni est le principal pays d'accueil, des Indonésiens présents presque exclusivement aux Pays-Bas et des Africains sub-sahariens, moins nombreux car éparpillés entre la France, l'Italie, l'Espagne et la Belgique.

Cette mosaïque de peuples et de cultures est le fruit du passé colonial, des migrations de main d'œuvre des années de croissance, du regroupement familial qui a suivi, ainsi que des nouvelles mobilités apparues au tournant des années 1990 : demandeurs d'asile, diplômés, femmes isolées, classes moyennes. La démarche de reconnaissance de l'islam s'inscrit dans un processus d'intégration qui peut emprunter des voies diverses d'un pays à

l'autre, par delà la diversité des prétendus « modèles » jacobin, communautaire ou multi-culturaliste, mais où la convergence domine dans la volonté d'institutionnaliser l'islam dans son nouvel environnement à travers des conflits ou des négociations avec les sociétés d'accueil¹.

Cet islam importé a été aussi marqué par des crises successives qui lui ont permis d'asseoir l'identité des musulmans d'Europe : affaires du foulard, islam à l'école, guerre du Golfe, interrogations des pays d'accueil sur les intrusions des pays d'origine ou d'autres pays musulmans dans le maillage associatif et les allégeances des fidèles. Mais il influe aussi sur la définition d'une identité européenne en devenir, qui doit réussir la prouesse d'être assez inclusive pour que les citoyens européens partagent un ensemble de valeurs spécifiques à l'Europe et communes entre les pays de l'Union et assez ouverte pour ne pas rejeter l'Autre, le non européen, le musulman résident qui contribue lui aussi à enrichir cette même identité où l'islam a sa place, même s'il est encore souvent considéré comme illégitime par l'opinion publique.

Bien loin de l'islam cultivé et volontiers laïcisé rencontré par les orientalistes du XIX^e siècle et encore plus de l'Islam conquérant d'Al Andalous dans l'Espagne de 711 à 1492 ou de l'Islam sicilien cher à Frédéric II, très différent aussi de l'Islam balkanique ressurgi lors de la crise yougoslave ou de l'Islam russe, soviétique et post-soviétique, l'Islam que nous avons choisi ici de montrer à travers cette série d'articles est transversal, identitaire, hybride, local, minoritaire tout en étant la deuxième religion d'Europe. A cette fin, nous avons pris le parti, plutôt que de décliner l'une après l'autre des analyses par pays, de rassembler des articles thématiques prenant appui sur des cas nationaux ou européens : la jeunesse musulmane européenne, l'Islam à l'école en Allemagne et en Autriche, l'islam associatif en quête de normalisation en Italie, la gestion municipale de l'Islam en Belgique, l'islam comme affirmation identitaire au Royaume Uni, l'implantation locale et ses enjeux pour une religion devenue minorité agissante en Europe.

Vers une citoyennisation de l'islam

L'Islam que nous avons rencontré au fil de ces études de terrain est importé de fraîche date, au cours des années 1980 par les générations suivantes qui, dans l'immigration, renégocient, parfois de façon conflictuelle leurs appartenances. On observe souvent aussi une « citoyennisation » de l'islam selon l'expression de Stéphane Lathion à travers la gestion de la

¹ Comme le notent Jan Rath et al, dans *Western Europe and its Islam*, Leyde, Brill Academic Publishers, 2001.

Conclusion

représentativité de celui-ci. Affranchis des contraintes liées au contexte des pays de départ où l'Islam est généralement religion d'Etat ou religion de l'écrasante majorité des nationaux, les quelques douze millions de musulmans que compte l'Europe de l'Ouest cherchent alors à inventer, dans la diversité des statuts proposés par les pays d'accueil et la mosaïque des cultures des pays d'où ils viennent ainsi que des bricolages identitaires et religieux auxquels se livrent les plus jeunes, des manières d'être musulman en Europe, à l'instar de ce qu'ont fait par le passé les autres religions minoritaires.

Les réponses des pays d'accueil sont à la mesure de la diversité des situations de ces nouveaux musulmans d'Europe, qui n'ont parfois en commun entre eux que d'être originaires de pays musulmans producteurs d'immigration. Mais elles sont toujours sources d'inventions identitaires, institutionnelles, contribuant aussi à l'enrichissement d'une identité européenne en cours de définition. L'Europe, une chance pour l'Islam et l'Islam, une chance pour l'Europe constituent les interrogations d'un vieux débat. « Heureux comme les musulmans en Europe ? » titrait, en janvier 2002, le *Courrier international*, montrant que la plupart d'entre eux se définissent comme musulmans et Européens et déclinent, chacun à leur manière cette double appartenance. On est bien loin d'une image stéréotypée qui réduirait l'Islam d'Europe à l'invasion, à la conquête, aux conversions, à la perpétuation de traditions inassimilables, même si l'expérience migratoire conduit parfois à des pratiques plus ostentatoires et plus traditionnelles qu'au pays d'origine. Tout est dans l'entre-deux, comme l'ont montré les affaires du voile, de la construction de mosquées, de l'abattage rituel.

L'enjeu de l'institutionnalisation

Par le simple jeu du droit du sol qui progresse dans les pays européens (qui ont presque tous modifié dans ce sens leur droit de la nationalité au tournant des années 1990), y compris dans les pays de droit du sang, l'Islam s'implante, au prix éventuellement de relations plus complexes avec les pays d'origine. Ainsi en France, avec quatre millions de musulmans, un « Islam à la française », qualifié parfois de gallican, tend à s'institutionnaliser « par le haut » depuis la fin des années 1990, à l'initiative des ministres de l'Intérieur successifs : le CORIF, créé en 1990 sous Pierre Joxe, les initiatives de Charles Pasqua et de Jean-Pierre Chevènement et, plus récemment, avec Daniel Vaillant, le CFCM (Conseil français du culte musulman), désigné par les 4000 délégués qui représentent les associations gérant les quelques mille cinq cents mosquées, repris par Nicolas Sarkozy. Son élection, prévue initialement en mai 2002, a été reportée sous la pression de la mosquée de

Paris qui bénéficie d'un statut historique particulier dans ses relations avec les pouvoirs publics et craignait de voir son rôle diminué par le nouveau conseil. Un autre enjeu est celui de l'Islam à l'école, selon le statut des cultes différent d'un pays européen à l'autre. Face à la laïcité française qui préside à l'école publique, en Allemagne, le fédéralisme définit les modalités de l'instruction musulmane à l'école, confiée aux *länder*, et en Autriche, la centralisation conduit à la reconnaissance officielle des communautés religieuses. Mais dans ces deux derniers pays, l'enjeu de l'instruction religieuse à l'école ne semble pas soulever de débat public majeur. Au Royaume Uni, c'est l'échelon local qui est le plus important pour l'aménagement de l'Islam au quotidien : un Islam fait de concessions qui caractérise une identité musulmane marquée par la vie en diasporas et par les discriminations dont elle est l'objet. En Belgique, les cours de religion, musulmane incluse, sont garantis par la loi dans les écoles publiques du fait du concordat. Un Islam des jeunes émerge, transnational et européen, ainsi qu'un électorat musulman et qu'un organe représentatif du culte islamique, sur fond de montée de l'extrême droite et de sentiments sécuritaires. En Suède, l'expression de l'Islam est défendue par les chrétiens-démocrates : un phénomène que les Turcs qui comptent parmi eux de nouveaux électeurs pour la CDU voudraient voir se produire en Allemagne. En Espagne, l'Islam est reconnu depuis 1989 comme une religion notoirement établie et la communauté islamique d'Espagne (CIE) qui en émerge est devenue, depuis 1992, l'interlocuteur officiel de l'Etat, tout en essayant de renouer avec la tradition d'Al Andalus. En Italie, la diversité des populations de culture islamique donne à l'Islam un contour varié, une « ambiance musulmane » qui se fraie une place dans les méandres du cadre concordataire et aspire surtout à sortir de l'exception.

Partout, par delà la diversité des statuts, quelques points de convergence se font jour : la plupart des musulmans d'Europe sont aujourd'hui, par le jeu du code de la nationalité dans les pays d'accueil, de plus en plus souvent des Européens, aspirant à plus de représentativité et de légitimité pour leur religion (« Etre un bon musulman, c'est être un bon citoyen »). Fortement enraciné à l'échelon local, l'Islam connaît une forte hybridation et une acculturation aux traditions des pays d'accueil, confrontés à une nécessaire redéfinition de leur laïcité et de leurs modalités de reconnaissance des cultes. Un Islam sécularisé, moderne, minoritaire, identitaire et discriminé doit aujourd'hui faire face à la crise de la régulation politique du religieux en Europe.

Conclusion

Musulmans européens : une source d'invention identitaire

Il n'y a pas de modèle d'intégration européen des populations immigrées et issues de l'immigration car le "vivre ensemble" relève, dans le jargon européen, de la subsidiarité, c'est à dire de la compétence interne des Etats ou des autorités locales, selon les pays d'accueil. On caricaturerait davantage les façons d'être immigré, d'origine immigrée ou musulman si on les enfermaient dans un quelconque modèle français, supposé républicain et jacobin, anglo-saxon, prétendument communautaire ou allemand, multiculturaliste et fédéralisé. L'intégration, si le terme a un sens, est le fruit d'ajustements permanents entre les populations en présence et les politiques mises en œuvre. Elle est, plus encore, le fruit d'un dialogue souvent conflictuel entre les groupes dominants (Maghrébins en France, Turcs en Allemagne, Indo-Pakistanaïens au Royaume-Uni), les acteurs publics, locaux et nationaux et les imaginaires réciproques qui nourrissent ce face à face.

Ainsi, le modèle français d'intégration est-il considéré à l'extérieur comme jacobin car ce sont les Maghrébins, par leur nombre et leur familiarité avec la culture et les institutions françaises qui "donnent le ton" quant au mode d'intégration, en accentuant parfois la note républicaine, laïque et individualiste et en empruntant tous les instruments de l'intégration à la française : politique de la Ville, acquisition de la nationalité, délégation de compétence associative. L'islam de France se coule parfaitement dans ces moules, ce qui conduit parfois la politique française d'intégration à favoriser un communautarisme par défaut, en s'appuyant sur des médiateurs s'affichant comme républicains tout en fonctionnant de façon communautaire, ethnique ou religieuse. Ce "faire faire", largement inspiré du modèle colonial², débouche aussi sur un islam "gallican", selon les termes de Bruno Etienne³, largement canalisé par les pouvoirs publics.

Au Royaume-Uni, la coexistence de groupes ayant leurs élites, leur représentation politique locale et nationale, fruit, elle aussi, de l'héritage colonial, conduit à autonomiser davantage les communautés des pouvoirs publics, quitte à utiliser d'autres instruments, comme la lutte contre les discriminations pour mener à bien le processus d'intégration. Il en résulte une plus grande indépendance des mosquées, une expression plus forte des enjeux identitaires et une visibilité accrue de leaders islamistes qui ont plus aisément acquis un statut de réfugié qu'en France, plus frileuse à donner l'asile à des religieux radicaux vis-à-vis des gouvernements du Maghreb. En Allemagne, l'essentiel de l'intégration se joue à l'échelon local, des *länder*, y

² Catherine Wihtol de Wenden, Rémy Leveau, *La bourgeoisie. Les trois âges de la vie associative issue de l'immigration*, Paris, CNRS Editions, 2001.

³ Bruno Etienne, *La France et l'islam*, Paris, Hachette, 1989.

compris pour l'enseignement de l'islam, dessinant un mode de structuration communautaire largement lié à la prédominance des Turcs. En Italie en en Espagne, où l'islam est pluriel compte tenu de la diversité des populations en présence, la désethnicisation et la déterritorialisation de l'islam sont de mise avec la pluralité religieuse.

Il n'y a donc pas de modèle d'intégration propre à chaque pays d'accueil, mais plutôt des instruments qui diffèrent d'un pays à l'autre, largement induits par des populations de culture musulmane qui les façonnent à leur manière en négociant avec les pouvoirs publics les modalités de leur présence collective. On pourrait décliner au fil de chaque pays les caractéristiques de ce marchandage. Une image en demi-teinte de l'islam sociologique s'y dessine, un islam un peu gris en quelque sorte, où le processus d'institutionnalisation canalise l'essentiel des énergies. Elle estompe les aspérités de la diversité des musulmans d'Europe, des profils parfois diabolisés de leurs leaders, et de la lecture géostratégique exacerbée de l'islam d'après le 11 septembre. On a essayé ici de rendre compte de l'islam ordinaire, plus aisé à analyser en profondeur sur le terrain, sans avoir pour autant le sentiment de donner une image édulcorée et par trop optimiste, ni d'entretenir une vision sécuritaire et alarmiste de celui-ci. Tous les articles de ce dossier concourent à donner l'image d'une institutionnalisation et d'une citoyennisation de l'islam européen, avec des variantes quant à la dimension publique ou privée des formes d'expression collective. Pour les générations issues de l'immigration, l'islam peut être un choix qui concilie souvent acceptation de l'intégration et demande de distinction sociale, quand ce n'est pas un refuge face aux discriminations. Fruit d'interactions avec l'environnement mais aussi indicateur de changement, de moindre dépendance à l'égard des pays d'origine, l'islam s'occidentalise, dans le concordat ou dans la laïcité, dans son statut de religion minoritaire.